

# Choose France : un vol hirondelles ne fait pas le printemps

## Synthèse

Lundi premier juin aura lieu le sommet Choose France au cours duquel sera annoncée une série d'investissements étrangers. Si ces investissements constituent une bonne nouvelle, ils ne doivent pas masquer le fait que l'investissement total des entreprises en France est déprimé, que la réindustrialisation demeure un vœu pieux et que la France ne semble pas nécessairement plus attractive pour les investisseurs étrangers que ses voisins.

## 1. Les investissements étrangers ne suffisent pas à dynamiser l'investissement total en France

Chaque sommet Choose France donne lieu à une série d'annonces de décisions d'implantations d'entreprises étrangères en France. Cependant, la masse de l'économie française est constituée d'entreprises nationales, notamment d'un réseau de TPE-PME, et que quelques annonces symboliques ne sauraient refléter la dynamique de l'investissement en France.

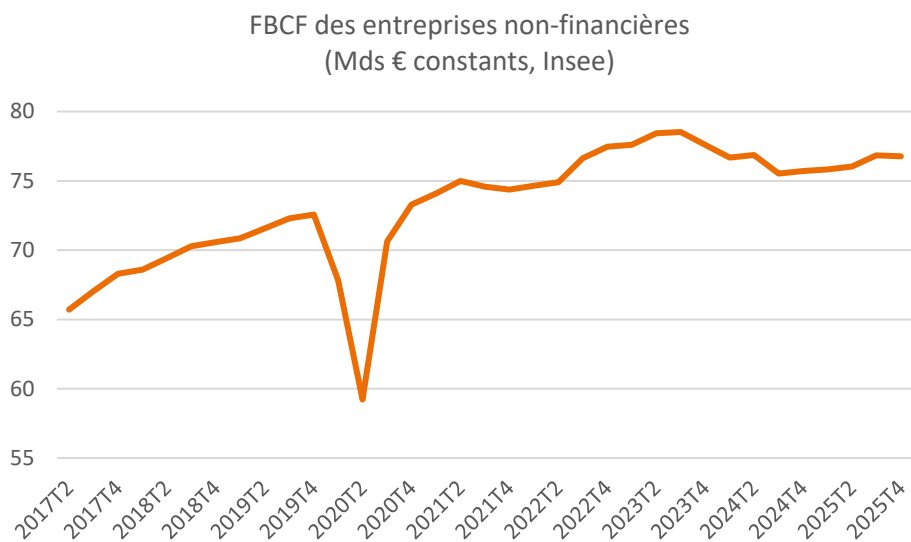
Après avoir rebondi après la crise sanitaire, les investissements des entreprises non-financières ont légèrement diminué depuis 2023 et sont globalement stagnants depuis. Les annonces des investissements lors des sommets Choose France successifs n'ont pas été suffisantes pour stimuler l'ensemble des montants investis par les entreprises.

De plus, il est à tout prendre préférable que l'investissement en France soit le fait d'entreprises françaises, afin que les centres de décision restent nationaux et que les profits ne partent pas à l'étranger.

En son temps (1963) le général de Gaulle allait même, de façon certainement un peu excessive, jusqu'à soutenir la mise en place de mécanismes visant à décourager les investissements étrangers afin de conserver le contrôle sur la prise de décision : « Il devient urgent de secouer l'apathie générale, pour monter des mécanismes de défense. Les Américains sont en train d'acheter la biscuiterie française. Leurs progrès dans l'électronique française sont foudroyants. Qu'est-ce qui empêchera IBM de dire un jour : « Nous fermons nos usines de France, parce que l'intérêt de notre firme le commande » ? Qu'est-ce qui empêchera que recommence ce qui s'est passé l'autre année pour Remington à Vierzon ? Les décisions se prennent de plus en plus aux États-Unis. Il y a un véritable transfert de souveraineté »<sup>1</sup>.

---

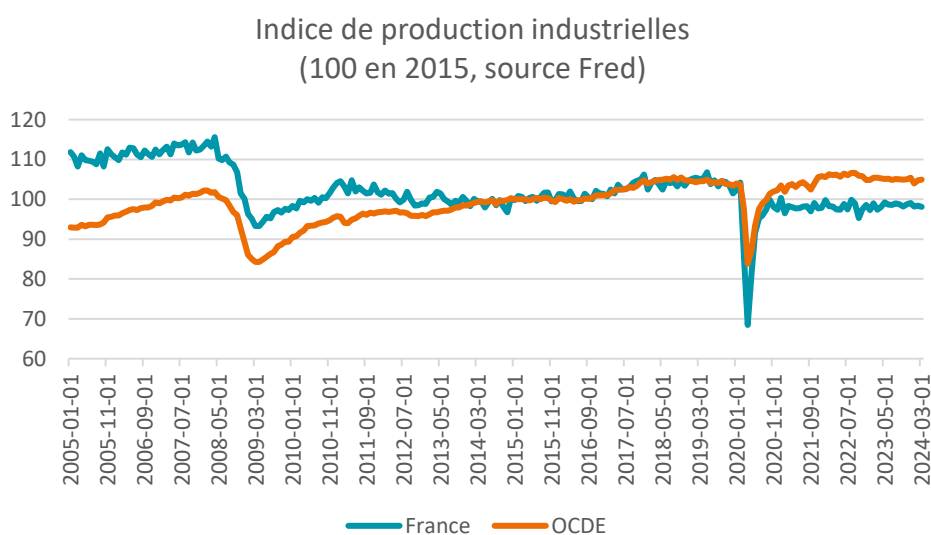
<sup>1</sup> Alain Peyrefitte, « C'était de Gaulle », tome 2, Fallois-Fayard, 1997



## 2. La réindustrialisation est à la peine

Attirer des investissements étrangers est un des leviers utilisés pour réindustrialiser le pays. Cette stratégie est cependant un échec : la production industrielle française demeure inférieure d'environ 10 % par rapport à son pic de 2007 et n'a pas retrouvé son niveau d'avant la crise sanitaire.

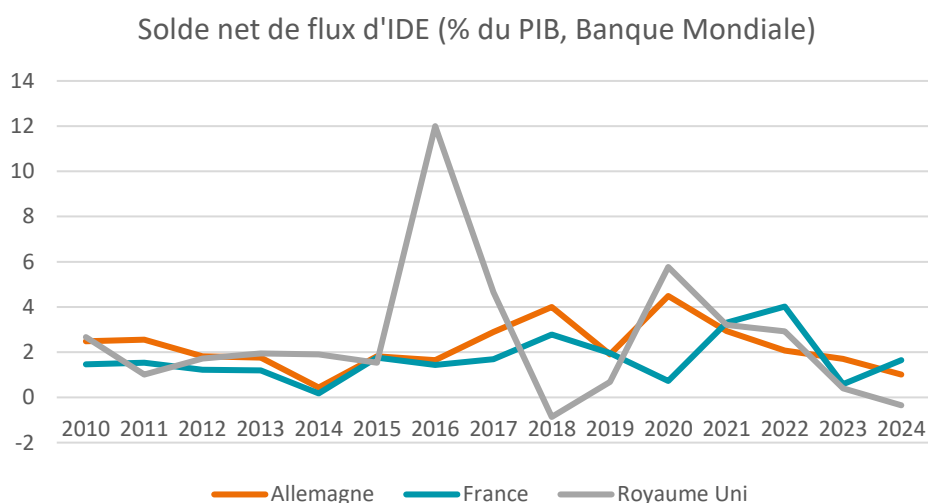
De plus, la France a connu une évolution nettement moins favorable que la tendance de la moyenne des pays de l'OCDE, pour lesquels le volume de production industrielle a retrouvé son niveau de 2019 et dépasse le précédent pic de 2007. Les annonces de quelques grands investissements ces dernières années n'ont donc pas réussi à faire repartir à la hausse le volume de production industrielle en France.



### 3. Des flux d'IDE similaire à ceux des voisins européens

La France semble particulièrement attractive pour les investisseurs internationaux, avec 582 projets en 2025, soit la première destination d'Europe<sup>2</sup>. Cependant, un panorama plus complet implique de considérer également les investissements sortants afin de savoir si les investisseurs nationaux sont eux aussi enclins à réaliser des investissements en France.

En observant les soldes nets des flux d'investissements à l'étranger, on constate en effet que la France dégage un excédent dont le montant oscille aux alentours de 2 % du PIB, preuve d'une certaine attractivité. Cependant, des chiffres assez similaires s'observent chez nos voisins tels que l'Allemagne ou le Royaume-Uni, ce qui amène à conclure que la France n'est pas particulièrement attractive pour les investisseurs, quelle que soit leur nationalité.



31 mai 2026

Sylvain Bersinger, économiste et  
fondateur du cabinet Bersingéco

*contact@bersingeco.fr*



<sup>2</sup> [https://www.ey.com/fr\\_fr/newsroom/2026/05/barometre-ey-de-l-attractivite-de-la-france-2026](https://www.ey.com/fr_fr/newsroom/2026/05/barometre-ey-de-l-attractivite-de-la-france-2026)